



Dakar, 11 Octobre 2025

DÉCLARATION DE DAKAR POUR LES FILLES D'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Préambule

À l'approche du Sommet des Filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre, vingt-quatre pays de la région ont organisé de larges consultations avec des filles et des parties prenantes clés. L'objectif de ces consultations était d'identifier les priorités et les stratégies essentielles qui entravent ou favorisent la réalisation des droits des filles. La présente Déclaration est l'aboutissement de ce processus : elle reflète les voix, les revendications et l'appel urgent à l'action des filles.

Ancrées dans notre détermination commune à faire entendre et prendre en compte les voix, les réalités et les aspirations des filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre, nous nous unissons pour réaffirmer nos droits et appeler à un changement urgent. Dans toute notre région, des millions de filles continuent de faire face à des obstacles qui les empêchent d'apprendre, d'être en sécurité, en bonne santé et libres de construire leur avenir. Cette Déclaration est notre réponse collective, une déclaration d'espoir, de leadership et de responsabilité.

Notre appel s'appuie sur la Convention relative aux Droits de l'Enfant, la Charte Africaine des Droits et du Bien-Etre de l'enfant, le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo), la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF), les Objectifs de Développement Durable (ODD), l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, et l'Agenda Africain pour les Enfants à l'horizon 2040.

Ces instruments mondiaux et régionaux affirment notre droit à l'égalité, à l'éducation, à la sécurité, à la santé, à la participation et à la dignité, et appellent les États et tous les acteurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre à garantir que chaque fille puisse s'épanouir et réaliser pleinement son potentiel.

Parmi les jalons majeurs du mouvement mondial pour l'égalité de genre, la Conférence Mondiale sur les Femmes de 1995 a adopté la Déclaration et le Programme d'Action de Beijing, feuille de route historique pour la réalisation des droits de toutes les femmes et filles. Ce plan fondateur identifiait douze domaines critiques, dont un chapitre spécifiquement consacré aux droits et au bien-être des filles et des adolescentes.

Aujourd'hui, trente ans plus tard, **nous, les filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre**, inspirées par ces instruments mondiaux et régionaux, élevons nos voix pour renouveler ce chapitre et faire progresser les aspirations de toutes les filles de notre région.

Tout en reconnaissant les engagements pris par nos gouvernements à travers des politiques et programmes nationaux, **nous demeurons préoccupées** par les défis persistants.

Lors des consultations nationales, nous avons souligné nos difficultés : un accès limité à une éducation de qualité, des services de santé insuffisants, des menaces constantes pesant sur notre bien-être physique et mental, et un manque d'espaces sûrs pour exprimer nos opinions, des difficultés aggravées par les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement. Nous avons également parlé des châtiments corporels, du manque de dialogue intergénérationnel, des barrières culturelles et structurelles à la libre expression, ainsi que des risques numériques tels que la désinformation, le harcèlement en ligne et l'absence d'environnements numériques sûrs. Trop d'entre nous vivent dans des contextes de crise ou de conflit, y compris ceux provoqués par des catastrophes climatiques, sans protection adéquate ni perspectives claires d'avenir.

Aux Chefs d'État et de Gouvernement de Notre Région

Chers Présidents des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, représentés aujourd'hui par **Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE**,

Nous, les filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre, affirmons nos droits et priorités comme suit :

Notre droit à l'éducation

- L'éducation des filles change le monde. Nous ne sommes pas là seulement pour être aidées ; nous sommes des actrices du changement.
- Nous exigeons un **accès égal à une éducation sûre, inclusive et de qualité** pour toutes les filles, avec des **bourses** pour celles qui ne peuvent pas payer les frais de scolarité.
- Nous sommes préoccupées par le fait que plus de **57 millions d'enfants** sont actuellement non scolarisés en Afrique de l'Ouest et du Centre ; nous exhortons les pays à s'attaquer à ce problème critique.
- Nous demandons que **toutes les filles**, y compris les filles handicapées et celles en dehors du système scolaire formel, puissent **accéder à des parcours d'apprentissage alternatifs**, à des clubs et associations scolaires.
- Beaucoup de filles ne connaissent pas leurs droits. Nous appelons à ce que **les lois protégeant les filles soient enseignées à l'école** et diffusées dans nos communautés.
- Nous demandons le **renforcement de l'éducation à la santé**, pour prévenir les grossesses précoces et non désirées.
- Nous voulons connaître nos droits, bénéficier d'une **éducation financière**, et **refuser le silence face à l'injustice**.
- Nous voulons apprendre la **technologie et l'innovation** dans des environnements sûrs et protégés ; et nous appelons à des **mesures urgentes pour garantir la continuité de l'éducation** en période de choc climatique, de conflit, de déplacement ou de crise,

notamment par des opportunités d'apprentissage numérique réduisant l'écart entre filles rurales et urbaines.

Notre droit à la santé et au bien-être

- Nous demandons un **accès à des soins de santé de qualité**, y compris en santé sexuelle et reproductive, gratuits ou abordables, accessibles à toutes, notamment aux filles sans ressources et aux filles handicapées.
- Si nous sommes enceintes ou déjà responsables d'un enfant, nous voulons des **services de santé respectueux et de qualité**, qui nous aident, nous et nos enfants, à **survivre et à nous épanouir**.
- Beaucoup de filles souffrent de dépression, mais personne n'en parle. Nous appelons à la création d'**espaces sûrs et inclusifs** et à des **services de soutien en santé mentale pour les adolescentes**.

Notre droit à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène

- Nous affirmons que **l'accès à une eau potable, à un assainissement et à une hygiène sûre (y compris la santé menstruelle)** est essentiel à notre dignité, notre sécurité, notre santé et notre participation égale à l'école et dans la société.
- Nous exigeons de **l'eau propre et des installations sanitaires sûres** pour toutes les filles, avec des infrastructures **privées, fonctionnelles et inclusives** dans chaque école et communauté.
- Nous demandons **l'accès aux produits et informations menstruels**, y compris dans les écoles et les établissements de santé, afin que les filles puissent gérer leurs menstruations **dans la dignité et la confiance**.
- Nous demandons aux gouvernements et aux partenaires de **rompre le silence et la stigmatisation autour des menstruations**, à travers le dialogue ouvert et l'éducation de tous.
- Nous exhortons à **réduire la charge de la collecte d'eau** qui pèse sur les filles, afin que nous soyons protégées des risques et ayons davantage de temps pour apprendre et nous épanouir.

Notre droit à la protection

- Nous **dénonçons les mutilations génitales féminines**, qui persistent malgré les lois existantes, et demandons un **véritable suivi de leur application**.
- Nous appelons à **mettre fin au mariage des enfants**, car nous voulons poursuivre nos études, nos rêves et nos opportunités. Nous exigeons que **l'âge légal du mariage soit fixé à 18 ans et strictement respecté**.

- Nous **condamnons les violences basées sur le genre**, qui menacent notre santé, notre sécurité et notre avenir, et demandons **des lois strictes et des sanctions claires** contre les auteurs.
- Nous rejetons les **normes sociales, stéréotypes et discriminations de genre** qui limitent nos aspirations.
- Nous insistons sur **l'inclusion des filles handicapées** dans toutes les décisions, actions et programmes qui nous concernent, avec **l'accessibilité et le soutien nécessaires** à leur participation égale.
- Nous demandons une **protection spéciale de nos droits en période de crise et de conflit**.
- Nous dénonçons la **traite des enfants, l'exploitation en ligne et la cyberviolence** ciblant les filles, et appelons à des **mécanismes de redevabilité** pour que les auteurs soient poursuivis et les survivantes soutenues.
- Nous appelons à une **action urgente contre le changement climatique**, reconnaissant son **impact disproportionné** sur la santé, l'éducation, la protection et les moyens de subsistance des filles. Nous demandons aux gouvernements **d'inclure les filles dans les plans d'action climatique** et de fournir les ressources nécessaires pour renforcer leur résilience, en particulier dans les zones rurales et vulnérables.

Notre droit à la participation et à l'information

- Nous appelons à des **campagnes de sensibilisation sur l'égalité de genre**, notamment dans les écoles et les communautés.
- Nous voulons **atteindre les filles vivant dans les zones reculées** qui n'ont pas accès à l'information, afin qu'**aucune fille ne soit laissée pour compte**.
- Nous voulons que **notre dignité soit protégée sur les réseaux sociaux**, sans harcèlement ni stigmatisation.
- Nous demandons à être **activement incluses dans les espaces de décision locaux, nationaux et régionaux**, des conseils scolaires aux forums gouvernementaux, afin que **nos voix influencent les politiques et programmes qui affectent nos vies**.

Nous appelons les gouvernements, les partenaires régionaux et internationaux, et toutes les parties prenantes à :

- **Écouter et respecter nos voix** dans toutes les décisions qui nous concernent.
- **Briser les tabous** et créer des **espaces sûrs et inclusifs** pour que les filles puissent s'exprimer librement.
- **Former les professionnels** pour qu'ils offrent des services accessibles et adaptés aux besoins de toutes les filles.

- **Suivre la mise en œuvre** des lois, programmes et engagements afin que nos droits deviennent une réalité.

Nos engagements

Conscientes de notre rôle essentiel et de notre responsabilité dans la transformation de nos vies et la réalisation de nos droits, nous, les filles de la région, nous engageons ici à Dakar à être des actrices du changement, aux côtés de tous les partenaires œuvrant pour la protection et la promotion de nos droits :

Nous nous engageons à:

- **Faire de l'éducation notre priorité**, en restant à l'école, en soutenant nos sœurs, et en plaidant pour une éducation inclusive, de qualité et adaptée au climat.
- **Élever nos voix** dans les forums locaux, nationaux et régionaux pour que nos priorités soient entendues et prises en compte.
- **Utiliser la technologie et l'innovation de manière responsable** pour renforcer notre leadership et notre solidarité.
- **Soutenir nos pairs garçons**, afin qu'ils deviennent progressivement des modèles de masculinité positive et responsable.
- **Créer des réseaux de soutien et de mentorat** pour que chaque fille puisse développer son potentiel et contribuer au progrès de sa communauté.
- **Mobiliser nos pairs** et informer les réseaux d'adolescentes des engagements pris lors de ce Sommet.
- **Travailler avec les institutions et les décideurs** à tous les niveaux pour mettre en œuvre et suivre cette Déclaration, que nous appelons, **trente ans après Beijing, la "Déclaration et le Programme d'action de Dakar pour les filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre."**
- **Collaborer avec les gouvernements et les partenaires** pour garantir un **financement adéquat des droits des filles**, et demander **des bilans annuels des progrès** afin que nos voix soient continuellement entendues.

« En tant que filles de cette région, nous savons que lorsque l'une d'entre nous s'élève, nous nous élevons toutes.

Nous ne sommes pas seulement l'avenir, nous sommes le présent — avec des voix pleines de force, de courage et d'espoir.

En nous soutenant mutuellement, en brisant les barrières et en osant rêver plus grand, nous façonnons un monde où chaque fille est en sécurité, éduquée et libre de diriger.

Ensemble, nous sommes invincibles, et ensemble, nous ferons de notre vision des droits des filles une réalité. »

— Représentante du **Groupe consultatif régional des filles**